

Après Reims, le PS difficilement gouvernable

PARIS (AFP) - Le PS aura un chef à la fin de la semaine, à l'issue du vote des militants, mais après l'échec du Congrès de Reims, sa gouvernance sera difficile, avec en filigrane le risque d'une implosion ou d'une déségrégation, selon des analystes.



François Hollande (C) en discussion avec Stéphane Le Foll, le 15 novembre 2008 à Reims (© AFP/Archives - Denis Charlet)

Incapable de dégager une majorité, le parti est morcelé entre les partisans de Ségolène Royal (29% lors du vote des militants le 6 novembre), de Bertrand Delanoë (25%), Martine Aubry (24%), Benoît Hamon (18,5%).

Pour autant, le premier parti d'opposition ne restera pas sans leader: selon les procédures établies en 1995, ce sont les militants qui voteront jeudi (éventuel 2e tour vendredi) pour choisir entre l'ex-candidate à la présidentielle, la maire de Lille et le jeune eurodéputé.

Dès lors, deux légitimités risquent de s'affronter: celle du premier secrétaire et celle de la direction (Conseil national et bureau national), puisque ces deux instances seront composées à la proportionnelle du premier vote.

Une cohabitation à la Ve République que dénonce par avance Benoît Hamon, pour qui le PS est atteint du "poison présidentiel" et "pourrait avoir une cohabitation" à sa tête: "un premier secrétaire qui ne dispose pas de majorité".

Un cacique du parti se veut optimiste: "le nouveau chef du parti sera obligé d'avoir une démarche de rassemblement. Il créera une majorité, pas par un

jeu d'alliances, mais sujet pas sujet", prévoit-il.

"Le PS va être très difficilement gouvernable" et quel que soit le chef élu, estime en revanche Gaël Sliman, directeur délégué de BVA.

Mais, précise-t-il, "si Ségolène Royal l'emportait, le risque de schisme, de scission, de divisions, ou même d'implosion, serait bien plus fort". Car, explique-t-il, selon des sondages, "le noyau dur des partisans de Ségolène Royal n'est pas résolument hostile aux autres candidats", alors qu'"une majorité de personnes qui soutiennent Delanoë, Aubry ou Hamon ont du mal" avec l'ex-candidate.

"Elle clive beaucoup", résume-t-il. En témoignent les huées qui ont accueilli certains passages de ses discours lors du Congrès.

Si Martine Aubry l'emporte, "tout dépendra de l'attitude" de Ségolène Royal, "si elle accepte ou non d'être bonne perdante", selon M. Sliman.

"Il y a un risque peut-être pas tant d'explosion, mais de désagrégation du PS", estime Stéphane Rozès, directeur général de l'institut CSA.

Pour lui, c'est la question de la présidentialisation du PS qui risque de porter atteinte à son intégrité.

"Ségolène Royal appelle à une rénovation, qui est en fait une adaptation du parti aux logiques de la Ve République: le PS désignant un ou une candidate qui dans son rapport avec les Français élabore un projet, et décide des alliances".

Alors que Martine Aubry et Benoît Hamon, selon lui, sont fidèles à la "tradition parlementariste" du PS: "le parti conservant la mainmise sur le contenu du contrat présidentiel".

"En demandant aux militants de départager" entre ces deux approches, "ce que le Congrès n'a pas réussi à faire, le risque est que les minoritaires rechignent à jouer le jeu", prévoit-il.

Ce qui peut prévenir un schisme, c'est que le PS est un parti d'élus. "Le risque de scission est très limité car quitter le parti, c'est perdre son investiture aux prochaines élections", souligne le politologue Frédéric Sawicki.

"Je ne crois pas à l'explosion" du parti, "il peut y avoir des départs dans le camp Royal" en cas de sa défaite, mais "les élus ne suivront pas. Désirs d'Avenir, ça ne donne pas une étiquette pour être élu conseiller général des Bouches-du-Rhône", ironise Benoît Hamon.